



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Soixante-treizième session**

Rome, 12 septembre 2001

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE DE L'INDE**

POUR LE

**PROJET VISANT À ASSURER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES MÉNAGES  
RURAUX TOUCHÉS PAR LE SÉISME DANS L'ÉTAT DU GUJARAT**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTES DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>vi</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde	2
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et stratégie	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>13</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA</b> <b>(PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'INDE)</b>	<b>2</b>
<b>III. SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROJECT</b> <b>(DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROJET)</b>	<b>3</b>
<b>IV. DYNAMIC LOGICAL FRAMEWORK</b> <b>(CADRE LOGIQUE DYNAMIQUE)</b>	<b>7</b>
<b>V. COORDINATION, MANAGEMENT AND MONITORING AND EVALUATION</b> <b>(COORDINATION, GESTION ET SUIVI ET ÉVALUATION)</b>	<b>13</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie indienne (INR)
1,00 USD	=	47,0 INR
1,00 INR	=	0,021 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

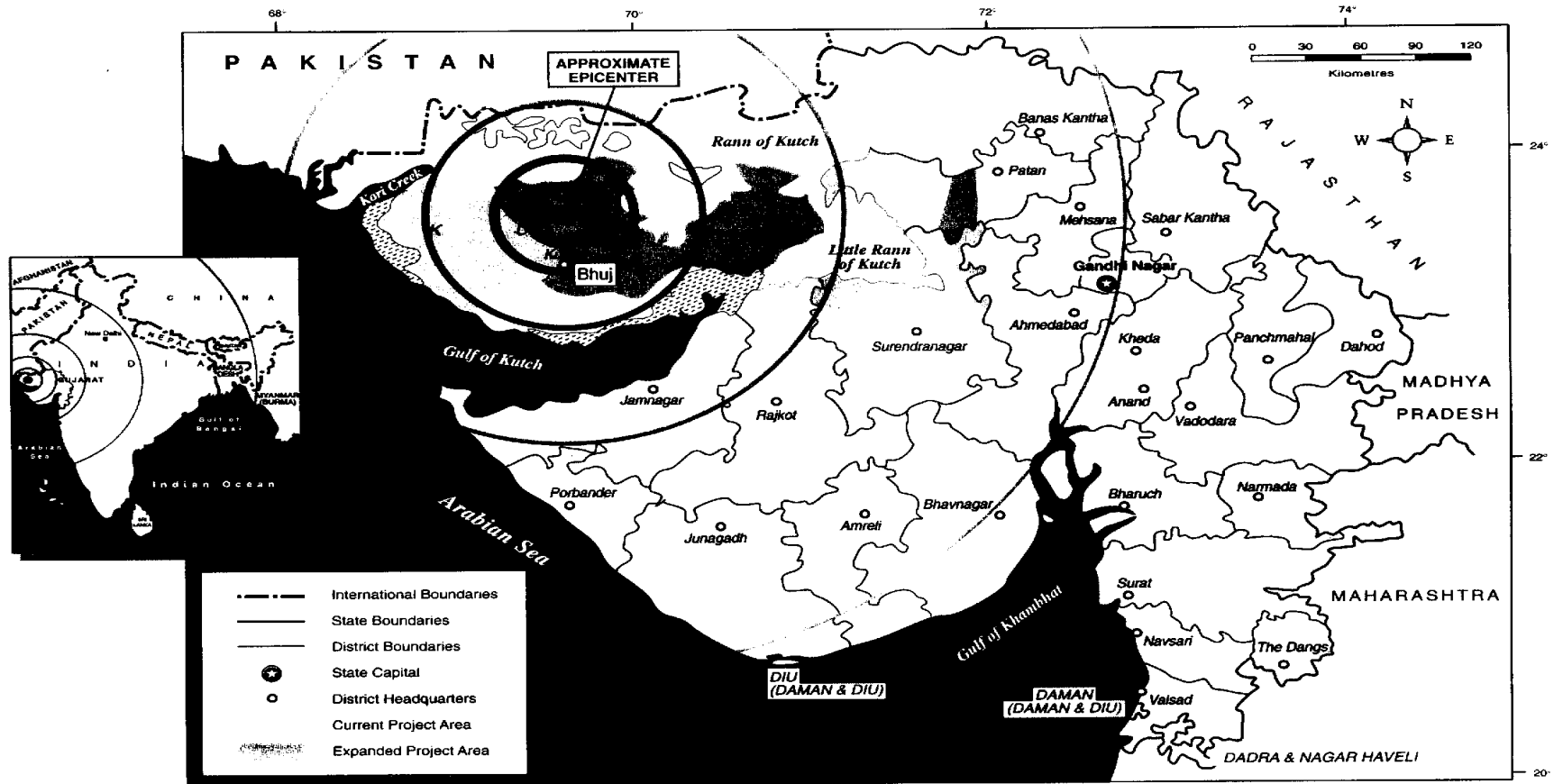
APD	Aide publique au développement
CDV	Comités de développement villageois
FID	Fonds d'encouragement aux initiatives de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
RNB	Revenu national brut
SEWA	Self-Employed Women's Association (Association de travailleuses indépendantes)
UGP	Unité de gestion du projet

### GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

Année budgétaire

1<sup>er</sup> avril - 31 mars

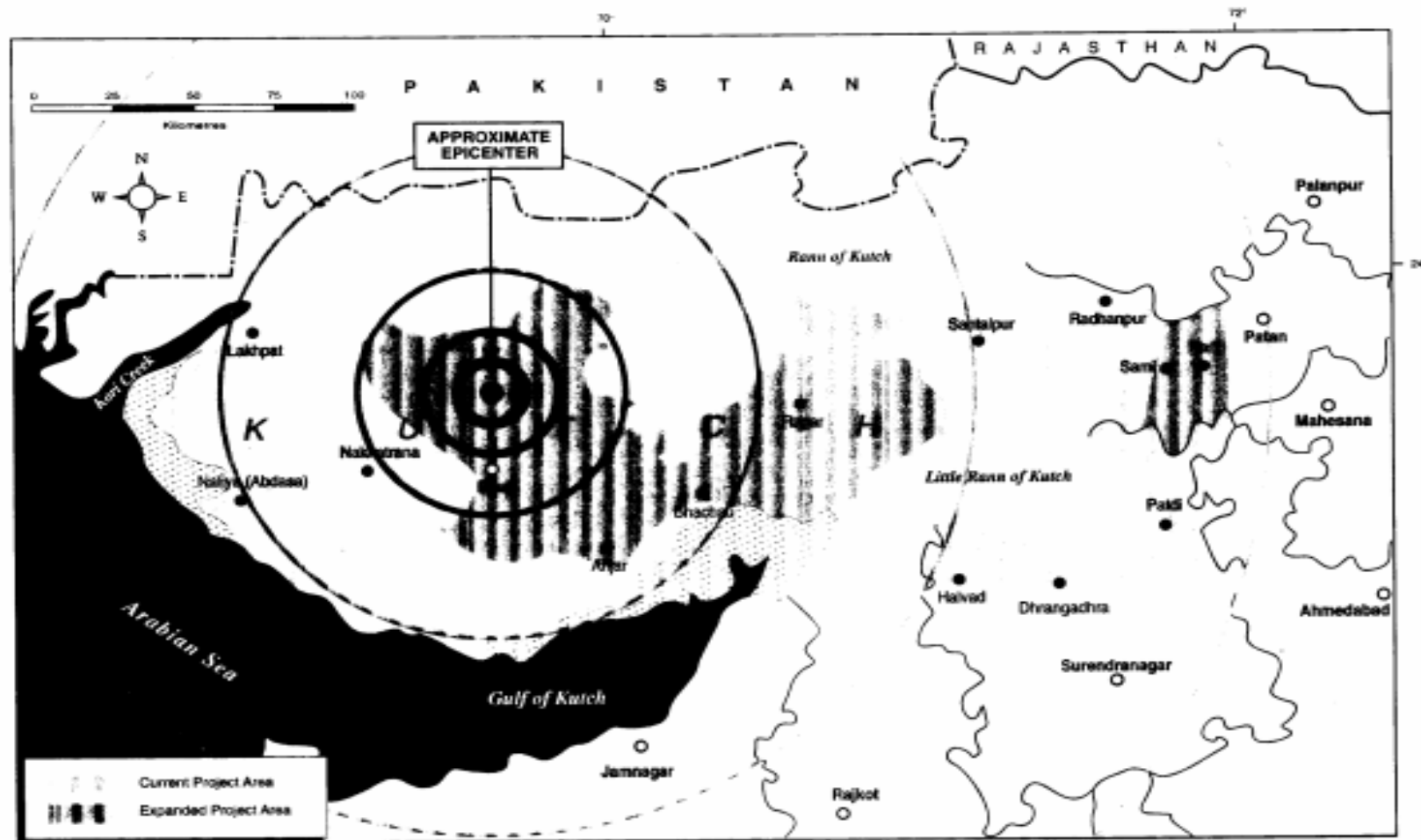
**INDIA**  
**LIVELIHOOD SECURITY PROJECT FOR EARTHQUAKE AFFECTED RURAL HOUSEHOLDS IN GUJARAT**  
**Map 1: Project Area in Gujarat**



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

INDIA  
**LIVELIHOOD SECURITY PROJECT FOR EARTHQUAKE AFFECTED RURAL HOUSEHOLDS IN GUJARAT**  
**Map 2: Project Blocks**



Source: FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## RÉPUBLIQUE DE L'INDE

### PROJET VISANT À ASSURER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES MÉNAGES RURAUX TOUCHÉS PAR LE SÉISME DANS L'ÉTAT DU GUJARAT

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République de l'Inde
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Self-Employed Women's Association Association de travailleuses indépendantes (SEWA)
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	24,0 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	11,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEURS:</b>	Programme alimentaire mondial (PAM) SEWA
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	PAM: 4,9 millions de USD SEWA: 1,7 million de USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	PAM: assistance alimentaire SEWA: don
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	1,7 million de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	700 000 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Le groupe cible et l'état de pauvreté.** Le groupe cible du projet sera formé des ménages victimes du tremblement de terre de 2001 qui vivent dans environ 400 villages choisis dans 12 blocs de trois districts de l'État du Gujarat, comptant une population rurale d'environ un million d'habitants (200 000 ménages). On y trouve une grande variété de groupes ethniques, dont bon nombre se caractérisent par une forte stratification sociale. Le projet donnera la priorité aux sauniers, aux autres ménages sans terre et aux ménages dirigés par une femme. L'incidence de la pauvreté est d'environ 37% dans cette région, et un certain nombre d'autres indicateurs socio-économiques montrent combien elle est en retard par rapport au reste de l'Inde. Constituée de terres arides et semi-arides parmi lesquelles on trouve des terres marécageuses salées, des plaines sableuses au relief accidenté, des dunes de sable et des zones caillouteuses, la région est soumise à un stress hydrique prononcé et sa base de ressources naturelles s'érode au fil des ans. Ces phénomènes influent sur la production agricole et rendent la nappe d'eau souterraine de plus en plus inutilisable. Les économies traditionnelles fondées sur l'élevage et la culture des terres arides sont fragilisées. De plus, cette région est très exposée aux séismes, à la sécheresse et aux cyclones. Le dernier séisme n'a donc fait qu'accroître encore un peu plus la pression subie par ces communautés dont les stratégies de survie étaient déjà sollicitées à l'extrême. Son impact a été ressenti davantage par les plus pauvres, qui sont les moins bien équipés pour résister aux crises. Bien que le séisme ait appelé l'attention surtout sur ces communautés, le projet doit avoir une envergure plus large pour assurer les moyens de subsistance des plus vulnérables dans ces zones exposées aux catastrophes.

**Activités du projet bénéficiant au groupe cible.** Dans ces conditions, le groupe cible a besoin de disposer de moyens de subsistance moins précaires et d'être mieux préparé à faire face aux crises futures. Pour ce faire, le projet visera à: i) renforcer les capacités des organisations communautaires existantes fondées sur l'adhésion de leurs membres pour aider ceux-ci à élargir l'éventail de leurs moyens de subsistance et à améliorer leur aptitude à résister aux crises; ii) aider les groupes marginalisés (paysans sans terre, agriculteurs marginaux, etc.) à cerner leurs besoins, accéder aux ressources et négocier l'amélioration de leurs droits avec les groupes plus aisés de la communauté et avec les systèmes publics et privés de prestation de services; iii) mieux préparer les communautés et les ménages aux catastrophes; iv) améliorer les initiatives des plus pauvres pour trouver des moyens de subsistance par des activités reposant sur les ressources naturelles ou sans lien avec la terre; v) relever durablement et équitablement la productivité de la base des ressources naturelles, et vi) répartir les risques en diversifiant les activités de subsistance et en aidant les bénéficiaires à épargner, souscrire une assurance et avoir accès au crédit.

Le projet aidera le groupe cible à se prémunir contre la sécheresse et à disposer de plus d'eau de boisson en construisant des puits et des citernes pour collecter l'eau de pluie des toits ainsi qu'en rénovant les mares villageoises et en en construisant de nouvelles. Il aidera les bénéficiaires à diversifier leurs moyens de subsistance par une variété d'activités agricoles et extra-agricoles (artisanat, collecte du latex, production de sel) et à s'ouvrir un accès aux services de microfinancement, y compris la micro-assurance. Le projet donnera aussi des conseils sur les caractéristiques antisismiques à incorporer dans les constructions, qu'il supervisera, et il veillera à ce que les pauvres aient accès aux fonds pour le logement. Il renforcera aussi les capacités des communautés à formuler des stratégies et plans d'intervention appropriés pour faire face aux catastrophes et permettra aux femmes d'être plus productives grâce à l'apport de services de santé.

**Participation des bénéficiaires.** Le projet sera exécuté par l'Association de travailleuses indépendantes (SEWA), une organisation composée d'adhérentes, qui représente le secteur informel, les femmes et les coopératives. Outre la SEWA, les fédérations de district prendront part à son exécution, ainsi qu'une multitude d'organismes formels et informels au niveau local. Tous reposent sur l'adhésion et sont donc contrôlés exclusivement par le groupe cible. Une telle formule de participation est unique en son genre et a toutes les chances de donner entière satisfaction.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE**  
**POUR**  
**LE PROJET VISANT À ASSURER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES MÉNAGES**  
**RURAUX TOUCHÉS PAR LE SÉISME DANS L'ÉTAT DU GUJARAT**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Inde d'un montant de 11,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet visant à assurer les moyens de subsistance des ménages ruraux touchés par le séisme dans l'État du Gujarat. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Avec une superficie de 3,39 millions de km<sup>2</sup> et plus d'un milliard d'habitants, l'Inde vient au septième rang des pays du monde par son étendue et au deuxième rang en termes de population. Environ 75% de ses habitants vivent en milieu rural, tirant leur maigre subsistance de l'agriculture, essentiellement. Bien que la fertilité ait diminué de moitié, la croissance démographique, de 1,93% environ par an, reste élevée. L'Inde a accompli des progrès sociaux et économiques considérables depuis son indépendance, acquise il y a un demi-siècle, mais elle est partie de peu et a dû faire face à des catastrophes naturelles récurrentes. Une grande partie de la population indienne est encore analphabète, peu instruite, souffre de malnutrition et n'a pas suffisamment accès aux infrastructures sociales, aux avoirs productifs ou à l'emploi. Entre 1951 et 1980, le revenu national brut (RNB) n'a augmenté que de 3,6% par an environ et le revenu par habitant d'approximativement 1,2% par an. Dans les années 90, les taux de croissance ont été plus soutenus, variant de 5,3 à 7,2%. Cependant, la croissance économique varie selon les régions et les disparités régionales vont en s'aggravant. En 2000, le RNB par habitant était de 450 USD environ, et l'Inde était classée 128<sup>e</sup> sur 174 pays, en termes d'indice du développement humain.

2. En dépit d'une mutation structurelle de l'économie, l'agriculture reste la principale source de subsistance des pauvres puisqu'elle fait vivre plus de 70% de la main-d'œuvre rurale. C'est la raison pour laquelle l'Inde a constamment misé sur le développement agricole. De ce fait, la production de céréales vivrières a quadruplé et la production de lait a été multipliée par 4,6 dans les cinquante dernières années. Pourtant, de manière générale, l'investissement dans l'agriculture et la productivité agricole sont en baisse. Les exploitations sont de plus en plus petites. Une grande partie des terres arables ne sont pas irriguées et la qualité des hautes terres se dégrade. Pour ce qui est de la pauvreté, elle a reculé (quoique lentement) dans tout le pays pendant les vingt dernières années en pourcentage,

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

mais a augmenté en nombre absolu: il y aurait aujourd'hui, selon les estimations, environ 260 millions de pauvres, dont plus de 193 millions en milieu rural. Si l'on utilise comme base de calcul la norme internationale de 1 USD par jour, l'incidence de la pauvreté atteint 44% et le nombre de pauvres grossit considérablement. De manière générale, la pauvreté reste prononcée et la façon de la combattre varie fortement d'un État à l'autre. L'aggravation des inégalités régionales constitue donc un sujet de préoccupation.

## **B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA**

3. Le FIDA a financé 14 projets en Inde depuis 1979, pour un montant atteignant 365 millions de USD. Les premiers projets appuyaient le développement de l'irrigation à grande échelle mais, après 1987, le FIDA a adopté une nouvelle stratégie axée sur les besoins des groupes vulnérables. L'expérience acquise au fil des interventions antérieures a fourni un certain nombre d'enseignements susceptibles d'être appliqués dans le présent projet. Ainsi, il a été démontré que, au-delà du développement économique, la question du renforcement des moyens d'action (par le biais d'une coalition des pauvres) revêt une importance cruciale. Parmi les groupes défavorisés, les femmes ont donné la preuve de leur extraordinaire volonté et capacité de prendre en main la gestion du développement: leur donner les moyens d'agir renforce donc le capital social. Le manque d'accès des pauvres aux ressources financières qui leur permettraient d'investir dans des activités productives et de faire face aux crises s'est révélé maintes fois un handicap majeur pour leur développement. Les modalités et conditions proposées par les institutions financières classiques et le coût élevé des transactions obligent les pauvres à se tourner vers le crédit informel à taux usuraire qui finit par les piéger dans l'endettement. Enfin, l'expérience a montré qu'il était possible de négocier localement les changements facilitant l'accès des pauvres à la terre, même si les politiques et les institutions bloquent le transfert officiel des titres et des droits d'usufruit.

## **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde**

4. **Politique de l'Inde en matière de lutte contre la pauvreté.** La réduction de la pauvreté est restée la priorité des gouvernements qui se sont succédé en Inde. Pendant les dernières décennies, ce pays a consacré de fortes sommes aux programmes anti-pauvreté: 5,5% des dépenses budgétaires totales du plan central étaient alloués en 1990/91 aux programmes de lutte contre la pauvreté rurale, proportion qui a été portée à 8% en 1993/94 et est restée à ce niveau jusqu'en 1997/98. Les allocations et les dépenses effectives ont ensuite baissé et s'élevaient à environ 6,5% en 1999/2000. Malheureusement, les résultats n'ont pas été à la hauteur des dépenses, en raison surtout du mauvais ciblage. Le Gouvernement indien a récemment révisé ses programmes anti-pauvreté, en privilégiant la distribution de l'aide par le biais des groupes d'entraide locaux qui aident les personnes défavorisées à accéder aux crédits subventionnés. Il a également amélioré le ciblage de ses plans de création d'emploi et du système public qui les administre. Le gouvernement envisage de laisser les collectivités locales jouer un plus grand rôle dans l'exécution des initiatives, la sélection des bénéficiaires et le suivi. Il met en outre l'accent sur une plus grande transparence (par exemple en favorisant la diffusion des informations sur les programmes publics dans les villages) et sur une plus grande responsabilité par des audits matériels, financiers et sociaux. Le gouvernement reconnaît par ailleurs le rôle critique joué par les organisations non gouvernementales (ONG), qui facilitent de véritables approches participatives du développement favorisant la multiplication des groupes d'entraide dans tout le pays.

5. **Activités des autres grands bailleurs de fonds en matière de lutte contre la pauvreté.** Représentant 18% environ du budget de développement, l'aide publique au développement (APD) est relativement moins importante en Inde qu'ailleurs. Cependant, compte tenu de sa contribution exceptionnellement élevée aux investissements dans le secteur social et de ses apports novateurs, l'APD est un catalyseur du développement. Les annonces globales de financement par les participants bilatéraux et multilatéraux ont atteint 4,1 milliards de USD environ par an depuis 1992/93 et leur



utilisation moyenne quelque 3,4 milliards de USD. Le groupe de la Banque mondiale est le plus gros contributeur, puisqu'il apporte en moyenne plus de 50% de l'APD totale. Ces dernières années, l'aide de la Banque mondiale à l'Inde s'est infléchie vers le secteur social, en particulier l'enseignement et la santé. L'agriculture bénéficie encore d'une large part et les programmes anti-pauvreté sont intensifiés. La Banque asiatique de développement s'intéresse principalement au développement des infrastructures et finance aussi une intervention pour atténuer les effets des catastrophes dans le Gujarat. Pour ce qui est des donateurs bilatéraux, les Gouvernements allemand et japonais ont joué un rôle important jusqu'à récemment et le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) a accru le sien de manière considérable. Dans l'ensemble, les donateurs ont mis l'accent sur la gestion des ressources naturelles selon une approche d'aménagement des bassins versants, tout en renforçant les moyens d'action des femmes et des populations tribales.

6. **Stratégie du FIDA en Inde.** Les systèmes politiques et sociaux relativement ouverts de l'Inde, sa garantie constitutionnelle de la protection des minorités et des groupes défavorisés, et l'abondance d'ONG et autres partenaires de la société civile qu'on y trouve créent dans ce pays un contexte propice à la participation des bénéficiaires, au développement des institutions locales et, en fin de compte, au renforcement des pouvoirs d'action des ruraux pauvres. En outre, la société indienne est stratifiée, ce qui offre au FIDA la possibilité de définir un créneau stratégique et d'identifier et choisir le groupe cible. Ainsi, la stratégie de prêt adoptée par le FIDA en Inde mise sur les investissements dans des créneaux précis qui, s'ils s'avèrent fructueux, pourront être reproduits à plus grande échelle par le gouvernement, les grandes institutions de financement internationales et les organismes bilatéraux. Une des priorités majeures du FIDA est donc d'appuyer les efforts du gouvernement visant à promouvoir les nouvelles initiatives de renforcement des pouvoirs d'action des ruraux pauvres. Pour ce faire, il a adopté des démarches susceptibles de catalyser le processus de développement tout entier.

7. Par conséquent, les principales orientations stratégiques du FIDA sont les suivantes: i) accroître la participation populaire aux initiatives de lutte contre la pauvreté; ii) renforcer les pouvoirs d'action des pauvres et des catégories défavorisées de la société en tirant parti de l'autonomie accrue des organes locaux et, en particulier, de la dévolution de pouvoirs aux *gram sabha* (assemblées villageoises); iii) consolider les institutions de la base qui donnent aux groupes marginalisés les moyens d'agir et les intègrent dans les institutions locales d'autogestion; iv) améliorer l'aptitude des pauvres à utiliser les ressources telles que l'eau et la terre (y compris les forêts et les ressources de propriété commune), et leur apporter les services appropriés à cet effet (vulgarisation, recherche, commercialisation); v) améliorer l'accès des pauvres aux services financiers par le biais d'un appui aux initiatives de microfinancement; et vi) promouvoir les entreprises non agricoles susceptibles de fournir aux pauvres des revenus appréciables et durables.

8. **Raison d'être du projet.** La zone du projet est pauvre en ressources naturelles et très exposée non seulement aux séismes mais aussi aux phénomènes tels que les sécheresses et les cyclones. Au cours des dernières années, une série de catastrophes l'ont frappée: en 1997, une épidémie de paludisme dans le district de Patan; en 1998, un cyclone; en 1999 et 2000, une sécheresse; et en janvier 2001 le tremblement de terre. La région est à la traîne du reste de l'Inde comme l'indiquent bon nombre d'indicateurs sociaux et économiques. En outre, ses ressources naturelles se sont érodées pendant les trente dernières années, portant gravement atteinte aux moyens de subsistance. En conséquence, les systèmes traditionnels d'élevage et de culture sèche se sont effondrés, ce qui a entraîné des migrations, l'augmentation de la salinité des sols et la désertification. S'il est vrai que les phénomènes naturels touchent la société dans son entier, leurs effets sont infiniment plus graves pour les pauvres et les affaiblissent davantage dans la mesure où ils disposent de moins de réserves et de moyens pour faire face aux conséquences d'une catastrophe. L'amélioration de la préparation aux catastrophes naturelles par la mise en place de dispositifs d'intervention peut atténuer les effets les plus dévastateurs. Aujourd'hui, alors que les ravages provoqués par le séisme attirent l'attention

surtout sur ces communautés, le projet doit apporter une réponse plus globale pour assurer des moyens de subsistance aux populations les plus vulnérables de ces zones exposées aux catastrophes.

9. Le projet offre une occasion sans précédent d'instaurer un partenariat avec une organisation de bénévoles grandement respectée et aux succès reconnus, l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA). Celle-ci représente la main-d'œuvre du secteur informel, les coopératives et les mouvements féminins et adopte une approche globale du développement. Elle affirme que des apports et des interventions multiples sont indispensables pour que les femmes se libèrent de la pauvreté, de la vulnérabilité et d'années de privations. Sa force remarquable tient au fait qu'elle donne à des femmes analphabètes ou presque la capacité de gérer leurs propres activités. Une grande partie des 1 600 membres de son personnel sont des femmes recrutées parmi ses adhérentes de la base. La SEWA est fière à juste titre de sa capacité de mettre en place un encadrement de « gestionnaires aux pieds nus ». Ces « spécialistes analphabètes » sont devenus efficaces grâce à leur expérience pratique et à la formation assurée par la SEWA. De cette façon, la pérennité et la reproductibilité sont des principes inhérents à la structure même de cette organisation.

## **DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET**

### **A. Zone du projet et groupe cible**

10. Dans la zone touchée par le séisme, le projet sera centré sur les villages choisis dans certains blocs des districts de Kutch (Abdasa, Lakpat et Nakhatrana), Patan (Radanpur et Saltanpur) et Surendranagar (Dhrangadhra, Halvad et Patdi), dans lesquels la SEWA mène des opérations. Dans ces blocs, le nombre de villages associés à la SEWA a augmenté de moitié suite à l'aide apportée par celle-ci après le tremblement de terre. De plus, cette association entend travailler avec une quarantaine de villages du district de Kutch, dans les quatre blocs les plus durement touchés par le séisme, à savoir Anjar, Bachau, Bhuj et Rapar. Le projet englobera quelque 400 villages, dont 70 seront suivis de très près au moyen d'une approche intégrée; les autres bénéficieront d'un éventail d'activités plus limité.

11. La population rurale de la zone du projet compte 1 million de personnes environ, soit quelque 200 000 ménages. Elle comprend une grande variété de groupes ethniques parce que la zone a accueilli et assimilé un nombre important de communautés migrantes et réfugiées. La plupart des villages sont multiethniques, bien qu'il existe généralement un groupe dominant. La stratification et les divisions sociales sont donc fortes au sein des communautés, les quartiers sont clairement délimités et les ménages sont regroupés en fonction de leur groupe ethnique et de leur caste. Ce système renforce les liens ethniques mais favorise aussi l'exclusion sociale. L'appartenance au groupe ethnique et à la caste détermine les rapports de force au sein de la communauté villageoise et ce sont les agriculteurs les plus aisés ainsi que les groupes des castes les plus représentées qui tendent à dominer les organes de l'administration locale. De même, l'accès aux ressources communautaires d'un ménage donné dépend de sa situation socio-économique.

12. Dans les districts du projet, les femmes qui ont un travail pénible et mal rémunéré (comme celles qui travaillent dans le secteur du sel ou récoltent le latex) sont les plus nombreuses dans les rangs de la SEWA. Dans les communautés agricoles, la plupart de ses membres proviennent de familles disposant de parcelles petites ou particulièrement peu productives. Les autres sont socialement, sinon économiquement, démunies: elles appartiennent à des communautés conservatrices telles que les Rajputs qui confinent les femmes au foyer. Ici comme ailleurs, les femmes dirigeant un ménage, *de facto* ou *de jure*, figurent parmi les membres les plus déshérités de la SEWA. C'est pourquoi, les critères d'inclusion d'un village dans le projet seront les suivants: i) plus des deux tiers des ménages du village sont pauvres; et ii) la SEWA compte un grand nombre de membres dans le village.



13. Le projet ciblera les ménages vulnérables touchés par le séisme dans les villages sélectionnés. La SEWA s'emploiera activement à assurer la participation des hommes comme des femmes aux activités et sous-composantes suivantes: renforcement des capacités, résistance à la sécheresse, développement agricole, développement de l'élevage et des cultures fourragères, gestion des coopératives laitières, programme d'appui à la construction de logements antisismiques, préparation aux catastrophes et amélioration de l'aptitude à y faire face. D'autres activités et sous-composantes (développement de l'artisanat, développement de la production de sel, développement de la production de latex, banques céréalières, services de microfinancement, programme d'alimentation en eau de boisson et toutes les sous-composantes de développement social) seront réalisées à l'aide des institutions de base des membres de la SEWA qui, étant donné la nature de cette dernière, seront des femmes.

14. Parmi les groupes cibles, le projet aidera plus particulièrement les sauniers, les autres groupes dépourvus de terres et les ménages ayant à leur tête une femme, parce qu'ils ont plus de difficultés que les autres à faire face aux situations de crise, sont les plus vulnérables et courent le risque d'être marginalisés encore davantage.

## B. Objectifs et stratégie

15. Le projet s'efforcera de préserver les moyens de subsistance des ménages économiquement vulnérables qui vivent dans un environnement naturel rude, exposé aux catastrophes et de plus en plus fragile, tout en améliorant leur capacité à s'organiser en prévision des crises futures et à y faire face. Pour y parvenir, il: i) renforcera les capacités des organisations communautaires en place qui reposent sur l'adhésion de leurs membres et encouragera la constitution d'organismes du même type; ii) accroîtra les moyens d'action des groupes marginalisés (paysans sans terre, agriculteurs marginaux, etc.) en les organisant; iii) préparera plus efficacement les communautés et les ménages aux catastrophes à venir; iv) améliorera les moyens de subsistance des plus pauvres en y incluant des activités fondées sur les ressources naturelles et d'autres qui ne reposent pas sur la terre; v) augmentera durablement et équitablement la productivité des ressources naturelles, et vi) incitera les ruraux pauvres à diversifier leurs moyens de subsistance et à recourir à l'épargne, à l'assurance et au crédit pour atténuer les risques.

16. **Stratégie.** Pour diminuer la précarité des moyens de subsistance dans un environnement exposé à de multiples aléas, il faut diversifier les activités et les sources de revenus, aussi bien dans l'exploitation qu'en dehors de celle-ci. Les interventions du projet seront donc multiformes. Fort heureusement, la base de ressources naturelles offre de nombreuses possibilités et toute la stratégie du projet consiste à les exploiter. Le plus important sera de prémunir les populations contre la sécheresse par une meilleure gestion de l'eau, avec pour corollaire la garantie d'avoir du fourrage pour nourrir le bétail. Dans la gestion de l'eau, on veillera à satisfaire les besoins en eau de boisson et à améliorer les rendements des cultures pluviales par la conservation de l'humidité in situ. Il faudra d'emblée avoir le souci de l'équité en instaurant des régimes fermement gérés par la communauté. La gestion des ressources naturelles sera assortie d'activités extra-agricoles comme le développement de l'artisanat, en particulier pour les femmes confinées au foyer. Le projet s'attachera en priorité à améliorer les moyens de subsistance des sauniers et de ceux qui récoltent le latex, car ils sont parmi les plus déshérités. Restaurer et consolider les moyens de subsistance implique aussi que l'on amène les communautés à s'identifier aux actions afin de devenir autonomes. La sous-composante du microfinancement réduira la variabilité des revenus et de la consommation. Le souci d'équité entre les sexes se retrouve dans toutes les composantes et l'on s'efforcera d'effacer les stéréotypes attachés aux rôles de chaque sexe.

### C. Composantes

17. Le projet adoptera une démarche souple orientée vers les processus et axée sur la demande qui permettra aux membres et aux communautés de définir leurs priorités par un processus de planification participative. Par conséquent, le nombre et le type des investissements décrits ci-après n'ont qu'une valeur indicative.

18. **Renforcement des capacités et des moyens d'action des intéressés.** Les principaux objectifs de cette composante consistent à: i) concevoir des mécanismes efficaces pour associer les communautés à la prise de décisions; ii) accroître l'aptitude des communautés à lancer et gérer leur propre développement, et iii) renforcer le personnel de soutien de la SEWA chargé d'aider ses membres et les communautés. Comme le renforcement des capacités sous-tend toutes les activités, le projet financera une vaste évaluation des capacités et de leur renforcement avant d'être mis à exécution. On cherchera à définir les besoins en formation, à évaluer les stratégies de formation et à déterminer les ressources nécessaires pour satisfaire ces besoins.

19. **Amélioration des moyens de subsistance et des capacités de faire face aux crises.** Le projet s'efforcera de réduire la précarité des moyens de subsistance en diversifiant les sources de revenus et en réduisant les risques. Pour y parvenir, i) on tirera le meilleur parti possible des faibles précipitations par la préparation à résister à la sécheresse; ii) on rétablira et diversifiera les sources de revenus par des activités agricoles et extra-agricoles; iii) on établira des services de microfinancement, y compris les services de micro-assurance, et iv) on créera un fonds d'encouragement aux initiatives de développement (FID).

20. Dans le cadre de cette composante, le projet visera en priorité à protéger et augmenter les revenus tirés de l'élevage en garantissant de meilleures disponibilités de fourrages. En outre, il améliorera la gestion des coopératives laitières. On s'efforcera de mieux conserver l'humidité, tout en introduisant de meilleures techniques de culture pluviale, telles que l'adoption de variétés améliorées, l'usage plus fréquent d'engrais organiques et artificiels, l'amélioration des pratiques agricoles et la diversification des cultures. En augmentant les possibilités d'irrigation à partir des mares familiales, on pourra développer les cultures de rapport hivernales, en particulier les cultures à cycle court. On créera aussi des plantations qui fourniront les jeunes plants nécessaires et le projet financera les pépinières gérées par les femmes à titre personnel ou par les groupes d'entraide. L'artisanat sera fortement encouragé, en tant qu'activité rémunératrice extra-agricole d'appoint. Le projet financera l'amélioration des techniques ainsi que la mise au point de produits et leur commercialisation. Concernant les sauniers, le projet s'efforcera de les affranchir de l'emprise des négociants en obtenant pour eux d'autres sources de fonds de roulement, en améliorant la qualité du sel et en leur ouvrant un accès indépendant aux marchés. Pour la production de latex, le projet visera essentiellement à améliorer la qualité, la productivité et la valeur ajoutée.

21. Les services de microfinancement seront l'instrument essentiel de préservation des moyens de subsistance car ils aideront les pauvres à se prémunir contre les crises récurrentes. Il faut leur faire prendre davantage conscience de l'intérêt de l'épargne pour concilier les besoins de consommation et de production et leur faire comprendre qu'en mettant de côté une partie du surcroît de production engrangé les bonnes années, ils seront mieux équipés pour survivre lors des années de sécheresse. Le projet adoptera la démarche des groupes d'entraide en apportant des ressources à trois fédérations de district pour améliorer leurs compétences organisationnelles. Au niveau du village, on créera un cadre d'équipes d'avant-garde et d'*agewans* (chefs de village). La Banque SEWA servira de chef de file et de centre de ressources pour l'orientation et le suivi de la formation. Le projet apportera aussi des fonds pour consolider les services de micro-assurance offerts par la SEWA. Des banques céréalières seront créées pour améliorer la sécurité alimentaire. Le projet a prévu un FID qui pourra orienter les fonds vers les domaines souhaités par les communautés (au moyen des processus de planification participative) et vers les composantes qui donnent de bons résultats.



22. **Prévention et atténuation des effets des catastrophes.** Le projet réalisera un programme de soutien aux logements antisismiques puisque la maison est souvent pour de nombreux ménages pauvres non seulement un abri mais aussi un lieu de travail. Le projet s'attachera donc à apporter les services de soutien essentiels pour s'assurer que les fonds destinés à la reconstruction des logements parviennent bien aux pauvres et soient utilisés efficacement. Dans le cadre plus large de l'organisation en prévision des catastrophes et de l'atténuation de leurs effets, le projet aidera les communautés à évaluer leur exposition à différents dangers et à élaborer des stratégies et plans d'intervention appropriés.

23. **Développement social.** Le projet encouragera les mesures tendant à accroître la productivité et les revenus des femmes. Les deux domaines clés sont: i) un meilleur accès aux services de santé, et ii) des centres de soins aux enfants. Pour appuyer les soins de santé, le projet formera les agents sanitaires de la communauté et les *dais* (sages-femmes traditionnelles), organisera des campagnes de sensibilisation et d'éducation à la santé et des dispensaires de campagne pour le diagnostic et le traitement. Les centres de soins aux enfants permettront aux femmes d'être plus productives et aux enfants de mieux se développer grâce à un complément nutritionnel et à une éducation préscolaire. Comme les normes de nutrition des femmes et des enfants sont généralement basses dans la zone du projet, celui-ci encouragera l'éducation des mères en matière de nutrition.

24. **Gestion du projet.** Le projet financera les coûts liés à l'unité de gestion du projet (UGP) ainsi qu'à l'élaboration d'un système de gestion de l'information et d'évaluation d'impact permanente. Il financera aussi un système de suivi assuré et géré par la communauté.

25. **Distribution des vivres.** Le projet facilitera la fourniture de l'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) en prenant en charge les frais de transport, de stockage et de distribution.

#### **D. Coûts et financement**

26. Le coût total du projet étalé sur sept ans (évalué aux prix de mai 2001 et compte tenu des imprévus et des droits et taxes) s'élève à environ 24,0 millions de USD. L'amélioration des moyens de subsistance en représentera 67%, dont 23% pour la gestion des terres et de l'eau, 11% pour la production de sel, 10% pour l'épargne, le crédit et l'assurance et 9% pour le développement de l'artisanat. Le prêt proposé du FIDA de 15,0 millions de USD financera environ 63% des coûts totaux du projet, l'aide alimentaire du PAM en représentera 21%, la SEWA apportera 7% et le Gouvernement indien ainsi que le gouvernement de l'État du Gujarat 7%. Les communautés apporteront 3%. Des crédits ont été prévus pour financer rétroactivement les dépenses admissibles afférentes au projet engagées après le 1<sup>er</sup> mai 2001, et ce à concurrence de 500 000 USD.

**TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en USD)

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Renforcement des capacités et des moyens d'action des intéressés</b>					
1. Renforcement des capacités	944 343	78 189	1 022 532	8	5
<b>B. Amélioration des moyens de subsistance et de la capacité de faire face aux crises</b>					
1. Résistance à la sécheresse					
Programme de gestion intégrée des terres et de l'eau	4 866 924	21 804	4 888 728	-	23
2. Sécurité des moyens de subsistance					
Développement de l'agriculture	1 106 018	23 712	1 129 730	2	5
Développement de l'élevage et des fourrages	317 780	29 532	347 312	9	2
Création de pépinières et plantations	343 948	18 213	362 162	5	2
Développement de l'artisanat	1 784 646	92 666	1 877 313	5	9
Amélioration de la production de sel	2 418 356	9 957	2 428 314	-	11
Amélioration de la production de latex	249 160	15 681	264 840	6	1
<b>Sous-total</b>	<b>6 219 908</b>	<b>189 762</b>	<b>6 409 670</b>	<b>3</b>	<b>30</b>
3. Services de microfinancement					
Épargne, crédit et assurance	1 979 874	79 681	2 059 555	4	10
4. Fonds pour les initiatives de développement	1 200 000	-	1 200 000	-	6
<b>Sous-total</b>	<b>14 266 706</b>	<b>291 247</b>	<b>14 557 953</b>	<b>2</b>	<b>67</b>
<b>C. Prévention et atténuation des effets des catastrophes</b>					
1. Programme pour l'eau de boisson	955 819	6 485	962 303	1	4
2. Programme de soutien aux logements antisismiques	178 015	24 804	202 819	12	1
3. Organisation en prévision des catastrophes et renforcement des capacités.	168 052	15 097	183 149	8	1
<b>Sous-total</b>	<b>1 301 886</b>	<b>46 386</b>	<b>1 348 271</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>D. Développement social</b>					
1. Soins de santé	358 002	33 667	391 699	9	2
2. Soins aux enfants	1 743 828	22 925	1 766 753	1	8
<b>Sous-total</b>	<b>2 101 830</b>	<b>56 592</b>	<b>2 158 422</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
<b>E. Gestion du projet</b>					
1. UGP	1 931 943	136 206	2 068 149	7	10
<b>F. Distribution des vivres</b>	424 979	-	424 979	-	2
<b>Total des coûts de base</b>	<b>20 971 685</b>	<b>608 621</b>	<b>21 580 306</b>	<b>3</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	899 358	23 130	922 488	3	4
Provision pour aléas financiers	1 420 365	37 347	1 457 711	3	7
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>23 291 408</b>	<b>669 097</b>	<b>23 960 505</b>	<b>3</b>	<b>111</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres



**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en USD)

	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		PAM		SEWA		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Renforcement des capacités et des moyens d'action des intéressés</b>															
1. Renforcement des capacités	918 249	80,9	20 275	1,8	-	-	101 359	8,9	94 737	8,3	<b>1 134 621</b>	<b>4,7</b>	<b>85 744</b>	<b>1 028 601</b>	<b>20 275</b>
<b>B. Amélioration des moyens de subsistance et de la capacité de faire face aux crises</b>															
1. Résistance à la sécheresse															
Programme de gestion intégrée des terres et de l'eau															
2. Sécurité des moyens de subsistance															
Développement de l'agriculture	501 493	39,2	17 210	1,3	-	-	666 553	52,1	95 265	7,4	1 280 522	5,3	26 564	1 236 748	17 210
Développement de l'élevage et des fourrages	304 615	80,2	7 896	2,1	-	-	-	-	67 389	17,7	379 900	1,6	31 552	340 452	7 896
Création de pépinières et de plantations	354 759	86,8	16 238	4,0	-	-	-	-	37 911	9,3	408 907	1,7	20 554	372 116	16 238
Développement de l'artisanat	1 577 140	77,5	31 283	1,5	-	-	316 103	15,5	111 741	5,5	2 036 267	8,5	100 998	1 903 985	31 283
Amélioration de la production de sel	1 211 531	44,6	5 744	0,2	-	-	1 442 152	53,1	57 449	2,1	2 716 876	11,3	11 364	2 699 768	5 744
Amélioration de la production de latex	236 327	80,0	14 625	4,9	21 200	7,2	-	-	23 355	7,9	295 508	1,2	17 398	263 484	14 625
Sous-total	4 185 865	58,8	92 996	1,3	21 200	0,3	2 424 808	34,1	393 111	5,5	7 117 980	29,7	208,431	6 816 554	92 996
3. Services de microfinancement															
Épargne, crédit et assurance	1 858 087	83,0	47 170	2,1	-	-	-	-	333 926	14,9	2 239 183	9,3	90 402	2 101 611	47 170
4. Fonds pour les initiatives de développement	1 176 000	98,0	24 000	2,0	-	-	-	-	-	-	1 200 000	5,0	-	1 176 000	24 000
<b>Sous-total</b>	<b>9 501 424</b>	<b>59,0</b>	<b>1 232 221</b>	<b>7,6</b>	<b>607 492</b>	<b>3,8</b>	<b>3 838 562</b>	<b>23,8</b>	<b>933 340</b>	<b>5,8</b>	<b>16 113 037</b>	<b>67,2</b>	<b>322 973</b>	<b>15 604 779</b>	<b>185 285</b>
<b>C. Prévention et atténuation des effets des catastrophes</b>															
1. Programme pour l'eau de boisson	564 603	51,9	278 033	25,6	93 827	8,6	116 495	10,7	33 891	3,1	1 086 848	4,5	7 174	1 073 642	6 032
2. Programme de soutien aux logements antisismiques	175 179	82,0	13 805	6,5	-	-	-	-	24 750	11,6	213 734	0,9	25 877	174 052	13 805
3. Organisation en prévision des catastrophes et renforcement des capacités	194 983	96,7	4 350	2,2	-	-	-	-	2 273	1,1	201 608	0,8	16 653	180 603	4 350
<b>Sous-total</b>	<b>934 765</b>	<b>62,2</b>	<b>296 188</b>	<b>19,7</b>	<b>93 827</b>	<b>6,2</b>	<b>116 495</b>	<b>7,8</b>	<b>60 914</b>	<b>4,1</b>	<b>1 502 189</b>	<b>6,3</b>	<b>49 704</b>	<b>1 428 298</b>	<b>24 186</b>
<b>D. Développement social</b>															
1. Soins de santé	394 936	90,5	14 917	3,4	-	-	-	-	26 320	6,1	434 173	1,8	36 902	382 354	14 917
2. Soins aux enfants	1 024 114	50,4	4 590	0,2	-	-	866 882	42,7	134 453	6,6	2 030 039	8,5	25 525	1 999 924	4 590
<b>Sous-total</b>	<b>1 417 050</b>	<b>57,5</b>	<b>19 507</b>	<b>0,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>866 882</b>	<b>35,2</b>	<b>160 773</b>	<b>6,5</b>	<b>2 464 211</b>	<b>10,3</b>	<b>62 427</b>	<b>2 382 277</b>	<b>19 507</b>
<b>E. Gestion du projet</b>															
1. UGP	1 736 987	76,3	82 602	3,6	-	-	-	-	456 175	20,0	2 275 764	9,5	148 249	2 044 914	82 602
<b>F. Distribution des vivres</b>	470 683	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	470 683	2,0	-	470 683	-
<b>Total des décaissements</b>	<b>14 979 158</b>	<b>62,5</b>	<b>1 650 792</b>	<b>6,9</b>	<b>701 319</b>	<b>2,9</b>	<b>4 923 297</b>	<b>20,5</b>	<b>1 705 939</b>	<b>7,1</b>	<b>23 960 505</b>	<b>100,0</b>	<b>669 097</b>	<b>22 959 552</b>	<b>331 856</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

27. La passation de tous les marchés financés à l'aide du prêt du FIDA obéira aux directives du Fonds. Les activités du projet seront généralement d'ampleur réduite, ce qui permettra d'appliquer les procédures de consultation de fournisseurs à l'échelon national. D'après les prévisions de dépenses, le poste d'investissement le plus important sera celui de l'amélioration des routes: 3 km de route coûteront environ 25 000 USD. L'UGP au sein de la SEWA aura recours à l'appel à la concurrence locale ou aux procédures de consultation de fournisseurs à l'échelon national pour l'achat des véhicules et du matériel de bureau destiné à la gestion du projet. Les commandes directes seront autorisées aux conditions approuvées par le FIDA pour les biens et services d'une valeur estimative comprise entre 10 000 USD ou l'équivalent et 25 000 USD. Les procédures d'appel à la concurrence locale s'appliqueront à l'acquisition de biens et services d'un coût égal ou supérieur à 25 000 USD. La SEWA soumettra au FIDA, pour examen préalable et approbation, un exemplaire du mandat et de tous les dossiers d'appel d'offres pour le recrutement de consultants ou la réalisation d'études. Le prêt proposé du FIDA d'un montant de 15,0 millions de USD sera décaissé sur une période de sept ans. Les décaissements par le FIDA seront effectués sur présentation d'états certifiés des dépenses, sauf pour les contrats d'un montant supérieur à 50 000 USD, pour lesquels il faudra présenter une demande accompagnée de tous les justificatifs requis.

28. Les fonds du prêt du FIDA seront transférés à la SEWA sous forme de don du Gouvernement indien et du gouvernement de l'État du Gujarat. La contribution de ce dernier aux coûts du projet sera également versée à la SEWA sous la forme d'une avance trimestrielle, conformément au plan de travail et budget annuel. Le Gouvernement indien ouvrira à New Delhi un compte spécial sur lequel seront versés les fonds du FIDA. L'allocation autorisée sera de 1,0 million de USD.

29. Les organismes compétents tiendront des relevés et comptes distincts pour les dépenses afférentes au projet. Ces comptes seront consolidés au niveau du district par l'association de district et seront transmis à l'UGP. Celle-ci présentera, sous une forme ayant l'agrément du FIDA, des rapports financiers semestriels et annuels au Gouvernement indien, au gouvernement du Gujarat et au FIDA, dans les trois mois qui suivent la fin de la période à laquelle ils se rapportent. Par ailleurs, un cabinet d'experts comptables de bonne réputation vérifiera chaque année les comptes du projet tenus par la SEWA et par les associations de district. Des copies certifiées conformes des rapports de vérification et des états financiers, accompagnées d'une opinion distincte sur les états de dépenses certifiés, seront présentées au FIDA dans les six mois suivant la fin de la période couverte par le compte rendu. Ces états feront une distinction entre les dépenses faites au titre du projet et les comptes généraux. Les comités de développement villageois (CDV) établiront au sein de la communauté un sous comité d'audit social qui vérifiera les comptes; l'association de district aura recours à des vérificateurs agréés pour la vérification des comptes des CDV.

## **F. Organisation et gestion**

30. La responsabilité générale du projet sera confiée au gouvernement de l'État du Gujarat tandis que la SEWA sera responsable de son exécution. Au niveau local, les associations de district assureront l'exécution directe, avec le soutien du secrétariat de la SEWA. Les organisations sœurs de la SEWA (notamment la Banque SEWA, le Mahila Housing Trust, SEWA Academy et le Centre de facilitation du commerce) fourniront un soutien technique dans les domaines essentiels. En outre, pour les services techniques et d'exécution, on fera appel à un certain nombre d'organismes des secteurs public et privé et à des bénévoles. Étant donné que la SEWA possède déjà une structure administrative bien définie et une culture institutionnelle propre, la gestion du projet sera intégrée à sa structure existante. Ses compétences sur les plans professionnel, gestionnaire et technique et en gestion financière seront renforcées pour préparer l'exécution du projet. La coordination sera assurée entre le projet et le Gouvernement indien ainsi que le gouvernement de l'État du Gujarat, lequel sera chargé d'acheminer les fonds du prêt du FIDA vers la SEWA et de suivre l'avancement du projet. La

SEWA conservera la responsabilité générale de l'exécution du projet, mais elle travaillera en partenariat avec ses agences techniques et de commercialisation. Elle sous-traitera les services requis à l'aide des ressources mises à sa disposition par le projet.

31. Au niveau de la communauté, ce sont les diverses institutions communautaires créées par les membres de la SEWA qui réaliseront les activités du projet. Dans les villages où les activités de gestion intégrée des terres et de l'eau sont d'importance majeure, les CDV géreront les activités du projet définies par la communauté à l'aide d'une microplanification participative. Les CDV se composeront de 11 membres, dont huit seront des femmes. En outre, une multitude d'autres institutions communautaires s'occuperont de besoins spécifiques. On citera notamment les groupes d'entraide autogérés qui s'occupent principalement de l'épargne et du crédit, les coopératives laitières, les groupes d'artisans, les coopératives de sauniers et les groupements d'usagers de l'eau.

32. Au niveau du district, la responsabilité du projet sera confiée aux associations de district et à leurs membres, à savoir l'Association pour la promotion de la femme et de l'enfant dans les zones rurales de Banaskantha (qui englobe Patan), l'Association des artisans de Kutch et Surendranagar Mahila et Balvikas Mandal. Dans ces associations de district, on renforcera la gestion en les dotant de spécialistes expérimentés en planification, gestion et suivi et en gestion des ressources naturelles.

33. Le siège de la SEWA sera chargé de veiller à ce que le soutien technique et gestionnaire soit fourni en permanence aux associations de district. La responsabilité du projet incombera au directeur du développement rural, qui sera nommé directeur du projet. Pour rendre son soutien plus efficace, on renforcera le bureau du siège de cette association tant sur le plan technique que sur celui de la planification et de la gestion en recrutant pour elle du personnel spécialisé ayant les compétences et l'expérience voulues. Le projet installera auprès du directeur du développement rural une petite UGP qui sera dirigée par un coordonnateur du projet. Le personnel essentiel du centre et des associations de district sera recruté par la voie d'un concours ouvert à tous et fondé sur la compétence et l'expérience professionnelles. Un comité de pilotage du projet coordonnera les activités au sein de la SEWA, orientant la conception générale du projet. Un comité d'exécution du projet assurera la planification et la gestion courante des activités du projet. Un comité mixte d'examen du projet composé de représentants du Gouvernement indien, du gouvernement du Gujarat et de la SEWA aura pour mission de diriger et d'évaluer l'exécution du projet. Ce comité sera formé de hauts fonctionnaires de l'administration, de la haute direction de la SEWA et de spécialistes éminents du développement recrutés à l'extérieur. En outre, le Gouvernement du Gujarat créera une cellule au sein du Département du développement rural qui assurera la liaison avec le FIDA, le PAM et la SEWA, examinera la performance du projet et traitera les demandes de remboursement.

### **G. Justification économique**

34. Le projet aidera directement 53 280 ménages. Un nombre plus élevé de ménages bénéficieront d'une éducation et d'une participation. Les activités sanitaires toucheront plus de 280 000 femmes grâce aux services de santé mobiles et de campagne. En termes financiers, les interventions concernant la terre et l'eau (complétées par le développement connexe de l'agriculture et des activités sylvopastorales) auront un taux de rentabilité de 25% pour Patan et Surendranagar et de 17% pour Kutch. La rentabilité calculée repose sur l'hypothèse qu'une année de bonnes pluies sera suivie de deux années consécutives de sécheresse. La rentabilité d'ensemble du travail augmentera dans une proportion pouvant atteindre 40%. Le taux de rentabilité économique interne est estimé à 22%. L'analyse de sensibilité montre que ce taux tombe à 20% si les bénéfices diminuent de 10% ou si les coûts augmentent de 10%. Si les avantages sont retardés d'un an, il tombe à 18%.

35. Les activités de gestion des terres et de l'eau amélioreront sensiblement la sécurité alimentaire des ménages en triplant la contribution familiale à la couverture des besoins essentiels du ménage en céréales vivrières (qui ne seront cependant pas couverts intégralement). L'augmentation de la production fourragère et des revenus tirés de la vente de lait aideront à combler l'écart qui subsistera. Par ailleurs, la multiplication des centres de soins aux enfants permettra à un plus grand nombre d'enfants de recevoir un complément nutritionnel, réduisant ainsi la malnutrition chronique et aiguë des enfants d'âge préscolaire dans la zone du projet. Comme ce sont principalement les femmes qui dirigeront les activités de gestion des terres et de l'eau, les relations entre hommes et femmes feront des progrès.

## **H. Risques**

36. Le principal risque du projet est lié à la tâche difficile que devra accomplir la SEWA pour élargir ses activités de développement rural. Cette association a toutefois pour atout de disposer dans tous les districts d'une base solide sur laquelle elle pourra s'appuyer. En outre, le recours à la sous-traitance réduira la tendance à dépasser ses capacités. De plus, l'exécution s'étalera sur une longue période de sept ans. L'aptitude de la SEWA à gérer des ressources de l'importance exigée par le projet constitue le deuxième risque. La SEWA possède cependant une longue expérience et des procédures de fonctionnement bien établies. Comme le projet l'aidera à renforcer ses effectifs et ses capacités, elle ne devrait pas éprouver de difficulté à le réaliser. Le troisième risque est de perturber la culture institutionnelle originale de cette association en y incorporant des systèmes professionnels de gestion. On pourra y remédier en prenant conscience de ce risque et en renforçant progressivement le professionnalisme et l'expertise technique. Enfin, les risques liés à la transformation d'une association de travailleuses en organisme de développement rural à large assise seront atténués par le renforcement des capacités au sein des associations de district et non par la réorientation de la SEWA qui restera fondamentalement une association de travailleuses du secteur informel.

## **I. Impact sur l'environnement**

37. Le projet aura des impacts favorables sur l'environnement, puisque la sous-composante la plus importante, celle de la gestion intégrée des terres et de l'eau, vise à restaurer les environnements dégradés et à promouvoir une meilleure conservation et gestion des ressources. On améliorera la conservation de l'eau et on instaurera une agriculture plus respectueuse de l'environnement et durable, en maîtrisant le ruissellement, en augmentant la capacité des sols à retenir l'humidité, en améliorant le couvert végétal sur les terres en friche et en recueillant l'eau de pluie pour la boisson afin de réduire les prélèvements sur les nappes phréatiques qui risquent de s'épuiser. Dans la mesure où des conséquences négatives et marginales sont possibles, il s'agira du conflit entre la production de sel et la faune (flamants par exemple). Comme le projet travaillera avec les producteurs de sel en activité, il n'est pas envisagé d'étendre la zone d'extraction du sel. L'augmentation de la productivité des bassins de salinage grâce aux interventions du projet pourrait faciliter une réduction globale de la superficie des salines. L'analyse de la situation et de l'impact écologiques réalisés pour le projet le classe dans la catégorie B (impacts limités sur l'environnement). Il reste néanmoins indispensable de veiller à ce que les graves problèmes environnementaux des terres communales ne soient pas négligés lors de l'exécution du projet. Le curage des mares doit être effectué avec précaution pour éviter que l'exposition de la couche de sable provoque des infiltrations; il faut aussi faire comprendre aux agriculteurs que l'irrigation excessive des cultures pourrait porter la salinité des sols à des niveaux intolérables.

## **J. Aspects novateurs**

38. Le projet a de nombreux aspects novateurs qui s'inscrivent dans la stratégie institutionnelle du FIDA. Premièrement, confier l'entière réalisation du projet à une organisation de bénévoles est une décision sans précédent. Deuxièmement, le partenariat avec la SEWA promet d'être bénéfique pour



les deux parties en enrichissant l'expérience du FIDA en matière de développement participatif et d'émancipation de la femme. Troisièmement, en abordant le problème de la gestion communautaire des ressources naturelles dans une optique féminine, on met au premier plan le problème de l'équité hommes/femmes dans la négociation des droits des femmes, ce qui aide à résoudre les conflits liés au sexe dans l'utilisation des ressources et à en garantir l'accès équitable. En associant la SEWA à son exécution, le projet permettra au FIDA de mieux comprendre comment des groupes marginalisés, les femmes en l'occurrence, peuvent être dotés des moyens de gérer leurs propres activités de développement pour devenir réellement autonomes. Quatrièmement, le projet ajoute une dimension nouvelle aux interventions en faveur du développement rural par l'organisation en prévision des catastrophes et l'atténuation de leurs effets. Enfin, comme il sera réalisé par une organisation composée d'adhérentes, l'approche de la planification et de l'exécution devra nécessairement être orientée sur les processus et adaptable à la demande afin de répondre aux besoins et aux aspirations de ses membres.

### **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

39. Un accord de prêt entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

40. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

41. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 650 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



## RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 4 septembre 2001)

1. **Compte du projet.** La SEWA ouvre et tient, dans une banque proposée par elle et agréée par le FIDA, un compte courant libellé en INR pour les opérations du projet. Le directeur du projet sera pleinement autorisé à effectuer des opérations sur le compte du projet.
2. **Contribution de contrepartie.** Durant la période d'exécution du projet, l'État du Gujarat de la République de l'Inde (l'État) met à la disposition de la SEWA des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour chaque exercice budgétaire, à hauteur du montant prévu à ce titre dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) pour les trois premiers mois d'exécution du projet et ensuite sur la base d'états des dépenses.
3. **Problématique hommes-femmes.** La SEWA recherche activement la participation des hommes, aux côtés des femmes, et veille à ce qu'elle soit assurée pour l'exécution des composantes/sous-composantes suivantes: renforcement des capacités, résistance à la sécheresse, développement agricole, cultures fourragères, gestion des coopératives laitières, construction de logements antisismiques et renforcement des capacités au titre de la composante préparation aux catastrophes et atténuation de leurs effets.
4. **Coordonnateur du projet.** La SEWA nomme le coordonnateur du projet, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA. La SEWA veille à ce que le coordonnateur du projet ne change pas plus de deux fois au cours de la période d'exécution du projet et à ce que chaque nouveau coordonnateur ait les qualifications et l'expérience requises par le FIDA. Toute nouvelle nomination sera soumise à l'agrément préalable du FIDA.
5. **Recrutement du personnel.** Dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de l'accord, la SEWA nomme le coordonnateur de projet et le directeur financier et des achats de l'UGP, ainsi qu'un coordonnateur adjoint de district (planification et suivi) pour chaque association de district. Les cadres et les agents techniques du projet seront tous recrutés sur la base de contrats renouvelables par voie d'appel à candidature ouvert aux personnes ayant les qualifications professionnelles requises.
6. **Dispensaires mobiles.** Trente jours au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'accord, la SEWA présente une proposition relative à la création de dispensaires mobiles gérant conformément à la stratégie de recouvrement des coûts.
7. **Pratiques en matière de lutte contre les ravageurs.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, comme le stipulent les Conditions générales, les parties au projet prennent, dans le cadre du projet, les mesures nécessaires en matière de lutte contre les ravageurs et, à cette fin, veillent à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et ses avenants.
8. **Assurance du personnel du projet.** La SEWA assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident, selon de saines pratiques commerciales.



9. **Conditions préalables.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) le comité de pilotage du projet a été dûment créé;
- b) le comité d'examen du projet a été dûment créé;
- c) l'UGP a été dûment mise en place;
- d) la République de l'Inde a dûment ouvert le compte spécial;
- e) la SEWA a dûment ouvert le compte du projet;
- f) l'État a ouvert un crédit budgétaire initial au titre des fonds de contrepartie destinés à la SEWA;
- g) le PTBA de la première année du projet a été présenté et jugé satisfaisant par l'institution coopérante et le FIDA;
- h) l'Accord de prêt relatif au projet a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par la République de l'Inde ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- i) un projet d'accord entre le FIDA, l'État et la SEWA, relatif à l'exécution du projet, a été dûment signé et un avis juridique favorable a été émis par un conseiller juridique compétent pour le compte de l'État et de la SEWA concernant la nature juridiquement contraignante de l'accord à l'égard de l'État et de la SEWA, respectivement;
- j) un exemplaire d'un accord financier, conclu entre l'État et la SEWA, et concernant, entre autres questions, l'acheminement des fonds provenant du prêt et les responsabilités de la SEWA en matière d'exécution du projet, acceptable tant dans la forme que sur le fond, a été remis au FIDA; la signature et l'exécution dudit accord par l'État et la SEWA ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances administratives, statutaires et/ou gouvernementales compétentes; un avis juridique favorable concernant le caractère juridiquement contraignant de l'accord à l'égard de l'État et de la SEWA a été émis par l'autorité juridique compétente de l'État;
- k) un exemplaire de l'accord financier signé, conclu entre la SEWA et chaque association de district concernant l'acheminement des fonds provenant du prêt et les responsabilités de chaque association de district dans le cadre du projet, acceptable tant dans la forme que sur le fond, a été remis au FIDA; la signature et l'exécution desdits accords par la SEWA ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances administratives et statutaires compétentes;
- l) un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice de la République de l'Inde, acceptable tant dans la forme que sur le fond, a été remis par la République de l'Inde au FIDA.



## APPENDIX I

## COUNTRY DATA

## INDIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1997 1/</b>	2 973	<b>GNP per capita (USD) 1999 4/</b>	440
<b>Total population (million) 1999 4/</b>	997.5	<b>Average annual real rate of growth of GNI per capita, 1990-98 2/</b>	4.3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1998 1/</b>	330	<b>Average annual rate of inflation, 1990-98 2/</b>	9
<b>Local currency</b>	Indian Rupee (INR)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	INR 47.0
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.0	GDP (USD million) 1999 4/	447 292
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	27	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	9	1980-90	5.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	70	1990-98	6.1
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	63	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	259.7	% agriculture	29
Poor as % of total rural population 1/	37	% industry	25
Total labour force (million) 1998 1/	431.1	% manufacturing	16
Female labour force as % of total, 1998 1/	32	% services	46
<b>Education</b>		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	100 a/	General government consumption (as % of GDP)	11
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	58	Private consumption (as % of GDP)	69
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 496	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	52	Merchandise exports, 1998 1/	34 076
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	53	Merchandise imports, 1998 1/	44 828
<b>Health</b>		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	5.2	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.41	before official transfers, 1998 1/	-15 264
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	19	after official transfers, 1998 1/	-4 984
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	25	Foreign direct investment, 1998 1/	2 635
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	71	<b>Government Finance</b>	
<b>Agriculture and Food</b>		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	5.6 a/	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	15
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	912	Total external debt (USD million) 1998 1/	98 232
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	120	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	20
<b>Land Use</b>		Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	
Arable land as % of land area, 1997 1/	54	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	14
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	650	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	n.a.
Forest area as % of total land area, 1995 1/	22		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	32		

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000.2/ World Bank, *Atlas*, 2000.3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000.4/ World Bank, *World Development Indicators Database*, 2001.

## PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA

Project/Programme Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Bhima Command Area Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	18 Sep 79	14 Dec 79	31 Dec 85	L - I - 23 - IN	SDR	38 500 000	100%
Rajasthan Command Area Development and Settlement Project	IFAD	World Bank: IBRD	HC	19 Dec 79	03 Mar 80	31 Dec 88	L - I - 32 - IN	SDR	42 700 000	100%
Sundarban Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	03 Dec 80	04 Feb 81	30 Jun 89	L - I - 49 - IN	SDR	13 350 000	100%
Madhya Pradesh Medium Irrigation Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	17 Sep 82	31 Mar 88	L - I - 81 - IN	SDR	21 900 000	100%
Second Uttar Pradesh Public Tubewells Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	21 Apr 83	06 Oct 83	31 Mar 91	L - I - 124 - IN	SDR	32 000 000	85.2%
Orissa Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 87	27 May 88	31 Dec 97	L - I - 214 - IN	SDR	9 250 000	99.9%
Tamil Nadu Women's Development Project	IFAD	UNOPS	HC	26 Apr 89	26 Jan 90	31 Dec 98	L - I - 240 - IN	SDR	13 150 000	98.3%
Andhra Pradesh Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	27 Aug 91	31 Mar 99	L - I - 282 - IN	SDR	14 050 000	92.2%
Maharashtra Rural Credit Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Jan 94	30 Sep 02	L - I - 325 - IN	SDR	21 250 000	72.4%
Andhra Pradesh Participatory Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 94	18 Aug 94	31 Mar 03	L - I - 349 - IN	SDR	18 950 000	56.1%
Mewat Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	07 Jul 95	31 Dec 03	L - I - 379 - IN	SDR	9 650 000	45.9%
Rural Women's Development and Empowerment Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96	19 May 99	30 Jun 02	L - I - 439 - IN	SDR	13 300 000	
North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 97	23 Feb 99	31 Dec 04	L - I - 444 - IN	SDR	16 550 000	05.9%
Jharkhand-Chattisgarh Tribal Development Programme	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 99	21 Jun 01	31 Dec 09	L - I - 506 - IN	SDR	16 950 000	
National Microfinance Support Programme	IFAD	UNOPS	HC	04 May 00			L - I - 538 - IN	SDR	16 350 000	



## SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROJECT

1. The project will adopt a flexible, process-oriented and demand-driven approach in which members and communities determine their priority activities in a participatory planning process. Hence the number and types of investments described are only indicative and should in no way be considered a blueprint. The investment programme will be defined each year through an annual work plan and budget (AWPB) process. It will be the key tool for reflecting community investment priorities. With this caveat, the project proposes a number of broad components: capacity-building and empowerment of stakeholders; enhancement of livelihood systems and crisis-coping capabilities; disaster preparedness and mitigation; social development; project management; and food handling.

### A. Capacity-Building and Empowerment of Stakeholders

2. The main objectives of the component are to: (i) create effective mechanisms to involve communities in decision-making as a means of enhancing their ownership and hence the sustainability of development initiatives; (ii) strengthen the capabilities of communities to launch and manage their own development while assisting other communities in doing the same; and (iii) strengthen the capabilities of the supporting staff in SEWA charged with assisting members/communities in their development efforts.

3. The project focuses on capacity-building at the individual/household level and the community/business entity levels. This will include building personal skills through functional literacy and basic awareness training for members and increasing the capacity of communities to plan and manage the available resources and to implement their selected development interventions. For land and water management, the project will focus on training key community members in the participatory rural appraisal (PRA) and village planning procedures so that they are able to lead the community through the participatory planning exercise. Thereafter, the focus will be on leadership and management training for village committee members and office bearers. The project will finance a comprehensive capacity and capability-building assessment prior to project implementation. It will determine training needs, assess training strategies and determine the training resources required to fulfil those needs.

### B. Enhancement of Livelihood Systems and Crisis-Coping Capabilities

4. The key activities for ensuring livelihood security within the frame of the multiple livelihoods, risk-reduction and mitigation strategy laid out above will be: (i) drought-proofing to maximize the utilization of limited rainfall; (ii) rebuilding and diversifying sources of livelihood through on- and off-farm activities; and (iii) building microfinance services, including microinsurance services.

5. **Drought-proofing.** This will be taken up through an integrated land and water management programme in selected villages. While the specific requirements of each village will be assessed during the village planning exercise to produce location-specific recommendations, the major emphasis will be on rainwater harvesting. Priority will be given to interventions such as farm bunds to improve *in situ* moisture conservation and the recharging of wells. This approach will address equity issues as it will spread benefits widely and enable most families to improve water retention on at least two thirds of their cultivated land area. The project will also support the construction of some farm ponds to expand irrigation opportunities; care, however, must be exercised to ensure that it is not only the rich who benefit. Cost-sharing arrangements will be introduced, with beneficiaries contributing a minimum of 15% in voluntary labour contributions for farm bunds on private land, 10% for those on public land and 40% for farm ponds on private land. About 70 villages will be assisted in developing and implementing their natural resource management plans. These will be elaborated through participatory microplanning processes that involve the entire community.



6. **Rebuilding and diversifying sources of livelihood.** Priority in using benefits from land and water interventions will be given to protecting and enhancing the income from livestock by improving fodder security. Emphasis will be given to fodder development by encouraging on-farm fodder crop production (mainly sorghum), and through silvi-pastoral development on private land and/or wasteland. This will include plantation development, which in turn will encompass a significant proportion of fodder trees. Fodder banks will be set up to meet needs in subsequent drought years. Improved feed availability and productivity of livestock will be complemented by project support for the establishment or strengthening of dairy cooperatives.

7. Advances in moisture conservation will be accompanied by improvements in crop technology for rainfed farming, including the adoption of improved varieties, increased use of organic and inorganic fertilizers, enhancements in agronomic practices and crop diversification. Increased availability of irrigation facilities from farm ponds expand rabi cash crops, with the emphasis on short-duration crops (such as cumin) that require less irrigation. Project interventions will include establishing seed banks of improved varieties, demonstrations of improved crop varieties and agronomic practices and training of farmers. Farmers will visit peers who have achieved technical successes so as to spread successful innovations. Plantations will be established on wasteland both to preserve the environment and to meet household needs for fodder, fuelwood and more nutritious food by planting fruit trees. In addition, households will be encouraged to plant trees on their own land. The project will finance nurseries managed by individual women or SHGs and provide the required seedlings.

8. The major ancillary off-farm livelihood activity supported will be crafts production. The project will finance skills upgrading and product and market development. To promote international marketing opportunities, it will fund market testing through linkages with experienced intermediary organizations in potential markets, e.g. Europe and the United States. Design and product development inputs will be included to meet market requirements, as will be skills training to meet quality requirements and new product needs. The project will improve the efficiency of crafts production by providing equity contributions to Kutch Craft and Banascraft Association. This will enable them to: leverage their further working capital requirements for expansion through borrowed capital; provide collection vans in each district; and establish a craft resource centre for each association and one subcentre in each district to serve the outlying areas (together with investment in systems improvements to enhance efficiency and cost-effectiveness).

9. **Salt production.** The main intervention for salt workers emphasizes freeing them from traders by ensuring their access to alternative sources of working capital, improving the quality of the salt and assuring independent access to markets. This will be achieved through an equity contribution to enable salt workers to leverage borrowed capital from banks to meet their remaining working capital requirements. In addition, the project will provide subsidized food assistance for a period of three years to assist salt workers during the transition period. The project will also finance the operations of a laboratory in order to better the quality, and hence the price, of the salt, and train salt workers in improved production systems and quality-control measures. Given the production constraints in the Rann and the volatility of the salt market, these interventions will initially be pilot-tested during the first two to three years. Five hundred salt workers will be involved. The interventions will only be replicated on a wider scale if the pilot phase is successful. If so, the project will assist a total of about 5 000 salt workers.

10. **Gum collection.** The project will focus on improving the quality of gum production, increasing productivity and value addition as the means to augmenting the incomes of gum collectors. The project will introduce improved technology based on injecting trees to increase both yield and gum quality. It will finance the initial cost of the equipment and chemicals, with a small contribution from women. In addition, the project will support the development of value addition by financing the establishment of a gum processing plant and a collection van to facilitate regular collection of the gum. This will help safeguard higher quality and market development. These interventions will also



be tested on a pilot scale during the first two years to monitor the technology's effectiveness before scaling up the technique and investing in processing capacity and transport facilities.

11. **Grain banks** will be established to improve food security. Using food provided by WFP, the project will provide 90 tonnes of grain per village. In order to simplify management, it is proposed that five grain banks per village be established, to be managed by SHGs. Grain borrowed will be returned with interest so that the reserves in the grain bank will constantly increase. The project will fund the construction of a simple storage container for each grain bank.

12. **Microfinance services.** Financial management, including savings, is seen as a key ingredient of livelihood protection by heightening the capacity to cope with recurrent crises. This requires awareness of the need to develop savings as a strategy for regulating consumption and production, saving some of the benefits of enhanced production during good years to cover the drought years.

13. The project will adopt the SHG approach to the provision of financial services. During the seven-year implementation period, it will promote and strengthen some 2 960 SHGs across all 400 villages. Resources will be provided for building the capacity of three district-level federations to fortify their capacity as group organizers, creating a village-level cadre of spearhead teams and *agewans* and in turn strengthening their capacity. In line with developing decentralized financial services, all three district-level federations will be provided with limited equity funds to configure themselves as autonomous microfinance institutions. This fund will augment their capital base and enable them to leverage borrowed capital during early years of establishment. SEWA Bank will act as mentor and resource centre for training, guidance and overall monitoring of the microfinance component, including the building of the three microfinance institutions in each district. Adequate resources have been allocated for this purpose. In view of the sufficient liquidity in the banking system in the project districts and the willingness of FFIs to support SHGs, the project envisages generating funds for on-lending through group savings as well as from existing FFIs. The project will also provide funds to strengthen the microinsurance services provided by SEWA, principally in terms of the inputs required in integrating them with savings and credit services.

14. **Development initiatives fund.** The project makes provision for a DIF to provide the flexibility to move funds to areas of demand as expressed by communities through the participatory planning processes, and to those components where good results have been achieved. It will also permit the implementation of other relevant activities that may become feasible and attractive in the course of project implementation. These funds will be allocated on an annual basis to the various components and activities following review of the programme by the mid-term review mission.

### C. Disaster Preparedness and Mitigation

15. **Earthquake-resistant housing support programme.** For many poor households in the project area, the house is more than a shelter. It is also the workplace. This reinforces the urgent need to assist households in reconstructing their houses to incorporate disaster-resistant design features that can withstand monsoons, cyclones and earthquakes. In response to the immediate post-earthquake reconstruction needs, the project will focus on making crucial support services available to ensure that funds for housing reconstruction are used effectively. To this end, the project will establish three information centres, one in each district located in a severely earthquake-affected area, to be staffed by junior engineers who will service surrounding villages. They will offer information on earthquake-resistant construction techniques and materials and regularly supervise households during the construction process to assure their compliance with design and quality criteria.

16. **Drinking water programme.** Given the frequent problems faced in the project area, the project will finance a drinking water campaign in 155 villages. In addition to the land and water programme, drinking water will be included for half the villages. The main emphasis will be on the construction of roof water-harvesting tanks on an individual or community basis, using public buildings such as schools and *panchayati raj* buildings.



17. **Disaster preparedness capacity-building.** In the wider context of disaster preparedness and mitigation, the project will assist in building the capacity of communities to assess their exposure to different hazards and to develop appropriate strategies and contingency plans for coping with disaster situations.

#### **D. Social Development**

18. Social development interventions are directed towards increasing the productivity and income of women. Improved access to health services and to child-care facilities are the crucial areas in this regard. Project support for health care activities will include the training of community health workers and *dais* (traditional birth attendants), health-awareness campaigns and health education, and diagnostic and treatment health camps. Subject to a pre-project review of cost-effectiveness, the operation of mobile health vans in all three districts to service remote communities is also foreseen, particularly the salt workers in Surendranagar. The project will support the establishment of additional child-care centres that provide pre-school education and supplementary nutrition for children, pregnant women and lactating mothers, largely through food assistance from WFP. Since nutrition standards for both women and children are generally low in the project area, nutrition education will be provided to mothers.

#### **E. Project Management**

19. The project will finance the costs associated with the PMU, the development of the management information system, and ongoing impact evaluation. It will also finance a community-managed self-monitoring system.

#### **F. Food Handling**

20. The project will include a food handling component, covering the cost of transport, storage and distribution of food assistance from WFP and the monitoring of its use.

### DYNAMIC LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Goal</b>			
<p>1. Sustainable improvement in livelihood security and enhanced capacity to withstand future disasters for vulnerable groups exposed to multiple hazards.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduction in distress sale of livestock in drought years</li> <li>• Reduction in indebtedness to the informal sector</li> <li>• Diversification of the livelihood sources and increased reliability of these systems</li> <li>• Prevalence of chronic malnutrition among children under five in the project area</li> <li>• Accumulation of physical/financial reserves and savings at household and community level to cope with crises</li> <li>• Increases in household incomes and assets and the diversification of portfolio of assets</li> <li>• Enhancement in the overall crises-coping and disaster management abilities of the households and communities</li> <li>• Reduction in migration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact evaluation surveys</li> <li>• Project completion/evaluation reports</li> </ul>	
<p><b>Purpose</b></p> <p>2. Sustainable and equitable approach to managing physical and financial resources and diversifying income sources to cope with multihazard environment.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 70% of the households report improvement in their livelihood systems</li> <li>• At least 90% of the two VDCs in villages with land and water management are functioning (report regular attendance &gt;75% in the meetings and decisions are taken through these meetings)</li> <li>• and at least two SHGs are functioning in all the villages (at least 90% member deposit savings with over 85% regularity)</li> <li>• A village development fund (VDF) is created and made available for land and water management activities (at least 85% of the required number of households contribute to VDF and agree to its use).</li> <li>• Fodder and grain banks are functional (&gt;60% members participate)</li> <li>• Yield increases (&gt;15% in treated areas over a cycle of three years )</li> <li>• At least 75% of the women participating in the literacy classes become literate</li> <li>• Over 50% of children attending child-care centre show improvement in nutritional status and growth performance</li> <li>• At least 80% of affected households receive full compensation and advisory assistance for house reconstruction</li> <li>• Increase in per capita consumption of water by about 20%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cumulative findings of regular impact assessment studies and internal monitoring systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologies and approaches of the project effectively adopted by communities</li> <li>• Wider context of agricultural policies and service provision become more appropriate or at least do not change negatively for complex and risk-prone project area</li> <li>• SEWA is able to introduce additional professional and technical capacity without reducing the dedication of the grass-roots workers and negatively affecting their morale</li> </ul>



APPENDIX IV

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Over 30% of women report improved access to health care</li> <li>SEWA/district level federation's (DLF) ability to identify the needs of its members and respond to those needs on timely basis improved significantly</li> </ul>		
<b>Outputs</b>			
<p>3. Participatory community institutions established/ strengthened and made operational and meeting the needs of the poor households.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>VDCs established in all villages with land and water management</li> <li>VDFs created with community contributions</li> <li>SHGs, grain banks and seed banks established/ strengthened</li> <li>User groups established for managing community structures, e.g. common pasture land, village ponds, etc.</li> <li>Capacity needs assessment carried out regularly and corrective actions taken</li> <li>Training of trainers accomplished</li> <li>Training provided to all members</li> <li>At least 80% of women starting functional literacy classes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Records kept by the VDCs, SHGs, grain banks and seed banks</li> <li>Regular monitoring reports of project management</li> <li>Participatory self-assessment reports kept by the grass-roots institutions</li> <li>Meeting registers and records at various levels in the project</li> <li>Studies and assessment reports within and outside the project</li> <li>Accounts and audit and monitoring reports</li> <li>IFAD/cooperating institution's review reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Committed people in community come forward to manage development efforts</li> <li>Serious natural disasters do not severely disrupt existing livelihood systems for elongated period</li> <li>Adequate capacity can be built in community members and leaders for them to become independent and manage their own affairs</li> <li>Conflicts can be avoided or resolved to provide environment for achieving equity</li> <li>Recruit, train and retain staff for sufficiently long period</li> </ul>
<p>4. Participatory planning system for natural resource management evolved and implemented.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Village natural resource management plans developed in all villages with land and water management within one year of village entry</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>VDC records</li> <li>Regular monitoring reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SEWA maintains/ strengthens its capacity to deal with the larger community beyond its members</li> </ul>
<p>5. Appropriate farming system technologies identified, tested and widely adopted to improve productivity of the land.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Over 30% of cultivable area treated for land and water management and with improved moisture status in kharif season and 5% in rabi season within three years of village entry</li> <li>Over 20% of gross cropped area of participating villages (PVs) under improved cropping systems within five years of village entry</li> <li>At least 20% of treated cultivable area used for on-farm fodder production by households owning cattle</li> <li>50 ha of wasteland converted to improved pasture within five years of village entry</li> <li>Over 30% of households report improved productivity of livestock within three years of village entry</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regular progress reports</li> <li>Interim impact assessment reports</li> <li>Supervision reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Serious natural disasters do not severely disrupt local farming system</li> <li>Market trends and fluctuations do not adversely affect economic viability of farm activities</li> </ul>
<p>6. Diversified, non-farm, income-generating activities tested and made available to enhance livelihood security through multiple livelihood opportunities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Crafts production established as sustainable, viable activity providing regular employment (&gt; 90 days a year to &gt; 75% of the participants)</li> <li>Women's employment and income from</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regular monitoring reports</li> <li>Interim impact assessment reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Able to penetrate international market within the framework of the inputs provided under the project</li> </ul>





APPENDIX IV

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> <li>crafts production increased</li> <li>• Salt producers established as independent producers and able to sell salt at remunerative price</li> <li>• Production and income from gum collection enhanced to make it a more attractive livelihood activity</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Able to establish viable marketing arrangements for gum</li> <li>• Trading cartel does not become excessively powerful to stop SEWA's initiative in developing a competitive market for salt</li> </ul>
<p>7. Household food security increased.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Supplementary feeding programme reaches at least 90% of the project target by EOP.</li> <li>• Food assistance becomes available to at least 85% of the targeted households.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Periodic nutrition monitoring surveys</li> <li>• Growth performance records of child care centres</li> </ul>	
<p>8. Savings, credit and insurance services made available and accessed as strategies to cope with crises, reduce vulnerability and finance microenterprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least two SHGs formed in each PV within two years of village entry</li> <li>• Savings deposited on time by at least 85% of the members within one year of establishment</li> <li>• Internal lending services becomes available in 85% of the SHGs by the first project year (PY) and accessed at least by 75% of the members within two years of establishment</li> <li>• At least 80% of members take out insurance policy within two years of village entry</li> <li>• At least 50% of the SHGs are linked with microfinance institutions (MFIs) with bulk borrowing facilities within two years of their establishment and 75% within three years of establishment.</li> <li>• Insurance claims are settled and advances made available within reasonable time.</li> <li>• District-level MFIs established and made operationally viable within five years</li> <li>• At least 40% of the SHGs establish and operate grain banks</li> <li>• At least 20% of the SHGs establish and operate seed banks</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SHG group records</li> <li>• Regular monitoring reports of MFIs, SEWA Bank and SEWA Insurance</li> <li>• Interim impact assessment reports</li> <li>• Supervision reports etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rural finance policies reforms continue or at least maintained at what they are now</li> </ul>
<p>9. Housing reconstruction with earthquake-resistant houses satisfactorily accomplished.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 80% of house-owners are assisted to receive housing funds supervised by project engineers</li> <li>• At least 70% of the earthquake victims have access the information related to earthquake-resistant housing construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular monitoring reports</li> <li>• Interim impact assessment reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government funding of compensation goes smoothly</li> </ul>
<p>10. Ability to meet drinking water requirements from sustainable sources enhanced.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of roof rainwater-harvesting tanks constructed – individual/community</li> <li>• No. of wells and village ponds constructed</li> <li>• Reduction in dependence on tankers for water supply</li> <li>• Reduction in time taken to collect water among beneficiary households (&gt; 25%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular progress reports</li> <li>• Interim impact assessment reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consecutive drought years do not occur too frequently (more than three out of five years)</li> </ul>
<p>11. Communities and</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 50% of targeted villages have</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular monitoring</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adequate capacity and</li> </ul>

**APPENDIX IV**

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
business entities are more prepared for coping with natural disasters.	drawn up disaster contingency plans	reports • Interim impact assessment reports	motivation exists within communities
12. Women's productivity and incomes increased due to greater access to health care and child care services.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 50% of PVs have active village health workers implementing health education programmes by EOP</li> <li>• Over 30% of community health workers are providing sustained services on full cost recovery basis after five years of PV entry</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular progress reports</li> <li>• Interim impact assessment reports</li> <li>• Findings of participatory assessment exercises</li> </ul>	
13. Effective programme management system established and operational.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved project planning system established and made operational by SEWA and DLFs</li> <li>• Improved management systems including human resource, finance and overall organizational control systems are improved and made operational by SEWA and DLFs</li> <li>• Quarterly progress of activities and processes reviewed and documented at various levels</li> <li>• Systematic monitoring and course correction system introduced and operational</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular documents/reports available for verification at various levels of programme management</li> </ul>	
<b>Activities</b>			
1.1 Undertake capacity and capability needs assessment for all levels of SEWA and communities 1.2 SEWA Academy trains trainers in-house and district training teams 1.3 Basic membership and leadership training provided to all members 1.4 Review participatory processes (PPs) of other projects through field visits and workshops 1.5 Design and test system for microplanning based on PRA and other techniques; implement, evaluate and revise, as necessary 1.6 Train villagers, staff and other stakeholders in use of PPs 1.7 Train SHG/VDC members in programme planning, management, accounts 1.8 Implement system in all project villages 1.9 Review system and revise as necessary 1.10 Establish SHGs and train members and leaders 1.11 Establish grain banks and seed banks and train SHG members or others in management of these banks 1.12 Orient communities to equity issues and entitlements in use of common property resources 1.13 Train leaders of user groups in equitable management of common property resources			
2.1 Training and exposure visits for land and water management in participatory community development planned and implemented 2.2 Participating villages (PVs) selected in accordance with criteria 2.3 Village briefings held to explain village planning and key leaders showing interest and initiative identified as village planners 2.4 Training provided to village planners in participatory planning mechanisms 2.5 PRA exercises undertaken to establish village profile, needs and opportunities 2.6 Village plans prepared 2.7 The VDC and office bearers, subcommittees and village volunteers selected to oversee implementation of the village plans 2.8 The VDF established as mechanism for financing project interventions at village level 2.9 Community institutions are encouraged to identify and cope with development constraints without outside assistance 2.10 Communities are encouraged to make voluntary contributions to sustain the VDF for future development of the village 2.11 Strategies for sustainability of community institutions evolved and implemented			
3.1 Issue-focused PRAs on overall relevant aspects of farming systems conducted (land and water management, crops, livestock, fodder development, plantations) 3.2 Appropriate technologies identified, procured, tested and evaluated with poor farmers 3.3 Farmer-preferred technologies promoted widely			



## APPENDIX IV

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
3.4 Demonstrations undertaken on farmers' fields to disseminate information about improved technology 3.5 Exposure visits and training on key technologies provided for selected farmers			
4.1 Market development for domestic and international markets for craft products 4.2 Product design and development to mould goods produced to market demand 4.3 Skill upgradation for craft skills 4.4 Equity capital to enable KCA and BDMSA to leverage working capital from banks 4.5 Construction of craft resource centres and establishment of sample banks to assist in product development 4.6 Management review to improve operational efficiency and cost-effectiveness of craft operations 4.7 Salt sector study to define possibilities and strategies for improvement in livelihoods of salt workers 4.8 Training, laboratory operations to improve salt quality and its marketability 4.9 Independent marketing arrangements established 4.10 Equity grant from project provided as leverage to borrow remainder of working capital required from banks 4.11 Support for salt producers from spearhead teams, salt technician and salt coordinator at head office 4.12 Study of gum production and marketing to identify appropriate intervention strategy, including viability of processing plant 4.13 Independent marketing arrangements 4.14 Pilot testing of injection of trees (which will be intensively monitored) 4.15 Provision of tools and protective clothing for gum collectors, and injection equipment 4.16 Improved operational efficiency, collection, storage and marketing of gum 4.17 Training to improve quality of gum 4.18 Establishment of processing plant for stationery gum			
5.1 Land and water management interventions to increase productivity of rainfed agriculture 5.2 Improved agronomic practices adopted to increase productivity of crops 5.3 Increased on-farm fodder production and pasture development on wasteland/non-cultivated areas to increase livestock productivity 5.4 Improvements in non-farm income activities – craft, gum and salt production to increase incomes			
6.1 Training of spearhead team members and organizers by SEWA Bank for promotion and capacity-building of SHGs 6.2 SEWA bank designs training modules, operating and monitoring systems for SHGs and for district microfinance institutions 6.3 Establishment of SHGs and training of SHG members in savings and credit management 6.4 SHGs provided with equity grant to assist in leveraging additional loan funds to augment their resources for on-lending 6.5 District-level MFIs provided with equity contribution to assist in leveraging funds for on-lending to SHGs 6.6 SEWA Insurance develops training modules and monitoring systems for insurance and develops innovative insurance products			
7.1 Technical manuals and information leaflets prepared and distributed to homeowners engaged in reconstruction 7.2 Technical information centres constructed as models of earthquake-resistant designs and to provide information to homeowners 7.3 Team of engineers contracted to visit villages to provide advice and supervision to homeowners to ensure proper implementation of earthquake-resistant construction techniques			
8.1 Spearhead teams trained in construction of roof rainwater-harvesting tanks to assist community 8.2 Homeowners assisted in constructing individual roof rainwater-harvesting tanks 8.3 Community constructs community roof rainwater-harvesting tanks, wells and village ponds 8.4 Awareness training provided to communities in clean water and water quality testing			
9.1 Development of training modules and training materials for disaster preparedness 9.2 Training imparted to communities and business entities, e.g. cooperatives, in hazard analysis and preparation of contingency plans			
10.1 Review of current level of access to sanitation, health and nutrition 10.2 Identification and prioritization of health needs of poor women 10.3 Plan, negotiate and implement relevant activities, including training of community health workers and traditional birth attendants ( <i>dais</i> ) and of village health committees 10.4 Holding of periodic health camps and awareness-building on health-related issues through the service providers 10.5 Provide mobile support health teams to reach remote areas with preventive and curative health care 10.6 Provide full-day child care centres to enable women's time to be used more productively			
11.1 Offices established; staff recruited, trained, working; financial powers/purchase procedures established; management information system, human resources development, and accounting system in place 11.2 Planning and management review of SEWA undertaken and consultants recruited to introduce improved management systems, including human resource, financial and overall organizational control systems 11.3 Regular and periodic workshops involving staff and communities held to review progress and develop future plans 11.4 Activities and process monitoring systems designed and implemented; staff trained; monthly, quarterly and annual data collation and			



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX IV

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
reporting done	11.5 Impact assessment approach designed and developed	11.6 Special baseline nutrition survey commissioned and executed, and periodically repeated	11.7 Other thematic studies identified, designed and executed during project implementation as required

## COORDINATION, MANAGEMENT, AND MONITORING AND EVALUATION

### A. Coordination

1. **SEWA.** The coordination of activities within SEWA will occur through the establishment of a project steering committee (PSC) that will guide the project conceptually; and a project implementation committee to direct the day-to-day planning and management of project activities. The framework will be of a cohesive development strategy that emphasizes and ensures synergies and complementarities among project activities to address the needs of communities in an integrated and holistic manner.

2. **Gujarat government/SEWA.** A joint Gujarat government/SEWA project review committee (PRC) will be established to guide and review project implementation. This will be composed of appropriate senior Gujarat government officials, SEWA senior management and distinguished outside development experts. The PMU will act the secretariat to the PRC, with the project coordinator acting as its member-secretary. The PRC will be the final approving authority for the AWPB, providing a forum for mutual learning and dialogue on policy issues. It will also be instrumental in channelling public-sector resources on technology, extension, and research to the project beneficiaries. PRC establishment will be a condition for loan effectiveness.

3. **Gujarat Government project cell.** In addition, the Gujarat Government will establish a cell within a designated department whose responsibility it will be to liaise with IFAD/WFP and SEWA. It will review project performance and process reimbursement claims. The designated officer will monitor activities at the field level on a quarterly basis.

### B. Management Systems

#### Annual Work Plan and Budget

4. The key document for project implementation will be the AWPB. It will detail annual objectives (outputs), the inputs required, financial requirements, implementation modalities and procurement methods for each project activity and for each district. Although annual in scope, the AWPB will be disaggregated into quarterly segments for monitoring purposes. The activities to be implemented will be determined through village development plans for the land and water management component, and through member-based demands for other activities. Activity coordinators will prepare these village and activity-level plans at the district level, guided by the Deputy Coordinator of Planning and Monitoring for submission to PMU. At the head office, the Coordinator of Planning and Monitoring will be responsible for compiling the consolidated AWPB. The SEWA Steering Committee will sanction the AWPB prior to its submission to PRC. The latter is the final authority in approving it. To ensure that the project remains responsive to the needs of the communities, the AWPB will be reviewed and revised every six months.

#### Review Process

5. The **annual review and planning meeting** will be organized by each district association prior to the formulation of the AWPB for the next year. This will provide an opportunity for members and support staff to review interactively project performance and newly emerging needs, and to incorporate improvements into project implementation.



6. **Learning from implementation experience – interdistrict workshops.** A separate review and planning meeting will be held at the centre level for member representatives from each district association and its user groups to share and learn from each other's experiences. In this way, learning processes will be internalized by building on success stories and transferring proven approaches from one district to another. The number of representatives should be limited to allow those attending to be actively involved. The project will also form part of SEWA's overall process for reviewing activity performance.

### **Implementation Arrangements and Responsibilities**

7. The overall objective will be to empower and build the capacity of the grass-roots associations to implement project activities in the three districts. They will be assisted by umbrella district associations. As the different grass-roots and district associations vary in their development, the process will be gradual, with a progressive transfer of more responsibility as the capacity can be built at the grass-roots and district levels with the assistance of the head office professional and technical staff. However, the aim should be that by the project's end the district associations themselves are fully equipped to guide the member grass-roots associations in independently planning and implementing activities in all sectors. Financial management is similar: the financing of activities should be undertaken by district associations, buying back services from the centre where required. But this may also need to move ahead gradually as the capacity of the finance and accounts staff is enhanced through the project. Where specialist skills are required, these will be outsourced from competent technical agencies to the private, voluntary and public sectors. This will particularly apply to building the capacity of land and water management teams and implementing the disaster preparedness subcomponent.

8. **Village-level planning procedures.** For the land and water management component, the village will be the basic unit for the physical planning of interventions. The identification of appropriate land and water conservation interventions will emerge from a participatory planning process. Also included will be participatory poverty diagnosis at the village level. During the initial village briefing meetings, interested villagers will be provided with training in PRA and village planning techniques so that they can act as facilitators, supported by the SEWA staff during the participatory planning process. This will generate a sense of ownership in the village. PRA exercises will be used to help the village compile the basic data concerning social composition, physical resource base, farming system, etc., of the village and to identify constraints and opportunities. A detailed planning exercise for individual household and community-level activities will follow, to be carried out in neighbourhood/caste/occupation groups. Later it will be shared with the whole village so as to compile total village natural resource management and village development plans covering other sectors. Once the plan has been prepared, the community will be asked to elect a VDC and subject-specific subcommittees as required. They will be responsible for organizing the implementation of the plan.

### **C. Monitoring and Evaluation**

9. The district associations will be responsible for monitoring the physical and financial progress of the project and for ongoing evaluation. The aim of the latter will be to validate continually the appropriateness of project design and enable modifications to be made in line with changing needs and opportunities. The project will be monitored and evaluated from the perspective of input, output and impact. A set of key output and impact monitoring indicators will be developed for various project activities. To the extent it is relevant and possible, monitoring data against these indicators will be disaggregated by gender. In addition, monitoring of IFAD and WFP-assisted activities and reporting requirements will be harmonized.



10. A monitoring team will be established in each district association and in the PMU at the centre, staffed with monitoring and evaluation (M&E) assistants for compiling statistics and preparing monitoring and progress reports. However, all activity and senior coordinators will be involved in monitoring project progress and performance in the course of their field visits. Monitoring of inputs and outputs will be undertaken at six-monthly intervals and comparison made with objectives laid out in the AWPB. Activity team leaders in the districts will be responsible for collecting monitoring data from the communities and activity groups as per the formats provided by the monitoring staff. The monitoring assistants in each district will be responsible for collating and analysing the data and compiling comprehensive monitoring and progress reports for use by the district association management teams and PMU.

11. A mid-term evaluation/review (MTER) of the project will be carried out in the last quarter of PY3. Its objective will be to evaluate the progress made during the initial years of the project and to review and modify project design in light of the experience gained. This will ensure that project design responds to changing situations and remains relevant to members' needs and to achieving overall objectives. In the light of SEWA's overall performance, it will also assess the need to introduce additional implementing agencies, including institutions from the voluntary sector for implementing the project. It will also make appropriate recommendations.

12. SEWA will engage an independent specialist M&E agency to design the project's M&E system. It will also define the monitoring indicators, construct the management information system (MIS) and train project staff in its application; impact and ongoing evaluation exercises will be laid out. The external M&E agency will undertake impact and process evaluation. Impact evaluation will comprise a baseline survey in a sample of project villages prior to project implementation, followed by impact surveys at the end of the project period. Process evaluation will assist project management in evaluating project effectiveness and delivery performance to highlight areas of project implementation performance that require improvement.

13. **Participatory monitoring and evaluation.** Participatory monitoring will be assured through VDCs and other activity groups. They will maintain records of their activities, conduct regular meetings in villages to assess progress in implementing project activities, and plan annual review and planning workshops for reviewing overall project design and implementation performance. The outcome of these reviews will be incorporated into the agenda of the planning process for next year's AWPB. Participatory methods of self-assessment will also be devised for SHGs. In addition, participatory M&E will cover issues related to the conflict at the community level, generated directly or indirectly by project-supported intervention. The objective will be to adjust targeting and community mobilization approaches.

14. **Interim evaluation/thematic studies.** The SEWA Academy research staff, in collaboration with outside agencies, will undertake ad hoc studies as required on topics to be decided by the project management. These will assist in improving the quality of project interventions. Of the total allocation made for this purpose, a small portion will be earmarked for process documentation so that SEWA Academy, in association with an external agency, can take on this activity.



### PROJECT ORGANIZATIONAL STRUCTURE

